



Un groupe parisien qui se présente comme "le Collectif Ingrid Betancourt" vient de publier un manifeste qu'il veut faire signer à tous les candidats et candidates à l'élection présidentielle française.

A priori, une lecture superficielle du document peut donner l'impression qu'il s'agit là de points que chacun peut signer sans problème. Pour ceux qui connaissent la situation en détails, ce n'est pas si simple.

Si on y trouve des points qui font évidemment l'unanimité - comme "engager la France à mettre en place tous les moyens diplomatiques et légaux pour aboutir à la libération d'Ingrid Betancourt", il y a d'autres, comme "la création d'un Observatoire International de la prise d'otage sous l'égide de l'ONU pour travailler à la libération des otages dans le monde", dont on voit moins bien l'urgence, et dont la mise en oeuvre nécessiterait à tout le moins, au préalable, une réflexion sérieuse.

De même, on sait que de nombreux pays européens et autres ont à plusieurs reprises affirmé publiquement leur soutien aux efforts du gouvernement français dans cette affaire. Il y a eu également plusieurs prises de positions dans le même sens à la Commission et au Parlement Européen. Néanmoins, d'un point de vue pragmatique, il reste à prouver qu'une implication plus importante et plus directe des Etats-Unis ou d'autres pays dans les actions qui sont actuellement entreprises par la France, la Suisse et l'Espagne, serait nécessairement une bonne chose.

Le fossé qui sépare ce manifeste de la réalité apparaît plus clairement quand on voit les actions proposées par le collectif dans le document d'accompagnement ("Les raisons du manifeste"), comme par exemple la possibilité de rompre les relations diplomatiques avec Bogota ou de provoquer une réunion de crise avec les USA sur le cas d'Ingrid. Ces propositions, qui auraient leur place dans un discours de type populiste, ne tiennent pas quand on connaît la complexité du problème des otages en Colombie.

Faut-il rappeler que parmi les 57 otages "échangeables" dont fait partie Ingrid Betancourt se trouvent également trois citoyens américains ? Si une solution avait été possible - quelle qu'elle fût - on peut supposer que les USA, dont les moyens sont infiniment plus importants que ceux de la France, l'auraient déjà mise en oeuvre.

Nous avons de grandes réserves sur l'opportunité de cette initiative. Il est bien sur de tradition qu'à l'approche d'élections, certains groupements enjoignent les candidats à se positionner par rapport à tel ou tel problème. Mais l'initiative du collectif, qui veut s'ériger en juge pour juger de l'engagement de chaque candidat sur base de propositions qu'il a élaborées de manière très directive, pourrait avoir exactement un effet diamétralement opposé aux intérêts d'Ingrid Betancourt.

Jusqu'à présent, nous avons réussi à ce que la question des otages ne fasse l'objet d'aucune récupération politique. Ce sont des élus de tous les partis démocratiques quels qu'ils soient qui ont élu Ingrid, en France, citoyenne d'honneur dans plus de 1500 communes, départements ou



régions. Le cas d'Ingrid et des autres est un problème de Droits humains qui a suscité la solidarité de tous; il ne peut pas être transformé en argument électoral franco-français.

Cette unanimité a toujours été un élément extrêmement important pour soutenir les efforts des émissaires gouvernementaux qui travaillent en ce moment, en Colombie et ailleurs, à trouver une solution au problème dans un environnement politique et diplomatique très complexe. Toute division de nos forces sera directement exploitée par ceux - ils sont nombreux et puissants - qui n'ont aucun intérêt à voir se résoudre ce problème.

C'est la raison pour laquelle la FICIB (Fédération des Comités Ingrid Betancourt) demande à chaque candidat d'examiner avec la plus grande prudence toutes les implications du manifeste publié par le "collectif".

Nous sommes d'ailleurs certains que sur le point précis de la libération d'Ingrid Betancourt, il n'y a sur le fond aucune différence de position entre ces candidats, et que chacun d'eux tiendra évidemment, à engager la France à mettre en place tous les moyens diplomatiques et légaux pour aboutir à la libération d'Ingrid Betancourt, en privilégiant toutes les formes de solution négociées plutôt qu'une intervention militaire qui mettrait en danger la vie des otages.

Nous sommes également certains que dans ce domaine, ils voudront, après l'élection de mai, continuer les actions entreprises en ce sens par le gouvernement actuel, et qu'ils ne prendront aucune initiative importante concernant Ingrid Betancourt sans l'accord de toute sa famille.